

N°827

18 Nov. 2020
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

FLASH
CADRES



FLASH
CADRES

Adresse de la CGT au monde du travail

La France et le monde du travail font face à un péril inédit: crise sanitaire, économique, environnementale, sociale et menace terroriste....

Depuis le début, le gouvernement refuse de mettre en place une véritable stratégie de crise élaborée collectivement avec toutes les forces politiques et syndicales de ce pays.

La CGT exige des mesures immédiates pour lutter contre ces crises : la santé doit primer ; un moratoire doit être mis en place sur toutes les mesures de restructuration, délocalisations et licenciements ; Les aides aux entreprises doivent être conditionnées ; Des mesures immédiates doivent être mises en place pour empêcher l'explosion de la pauvreté ; Les salaires des « premiers de corvée » doivent être immédiatement augmentés ; Des moyens immédiats doivent être débloqués pour notre système de santé ; Les libertés doivent être garanties, notamment les libertés syndicales ; La France doit ratifier la convention 190 de l'OIT sur « La violence et le harcèlement dans le monde du travail » ; Les projets de réformes de l'assurance chômage et des retraites doivent être définitivement enterrés ; des négociations doivent s'ouvrir pour l'amélioration et la pérennisation de nos systèmes.

Ce sont des propositions pour un véritable « plan de rupture » pour garantir le « plus jamais ça! » et gagner la transformation en profondeur de notre société.



Branche Poste

Augmenter les salaires, reconnaître les qualifications

Sur les 30 dernières années les salaires ont progressé de 23% alors que la productivité du travail augmentait de 49% ;

La rémunération du risque flambant pour les actionnaires, les salariés supportant eux une part toujours plus importante des risques (baisse du pouvoir d'achat, chômage partiel, licenciement, ...). Ce sont les cadres à qui le patronat fait porter la responsabilité des conséquences liés aux stratégies des entreprises le tout sans aucune contrepartie.

Dans le même temps, ce même patronat réclame toujours plus de baisse de « charges ».

La CGT revendique le doublement du salaire sur 20 ans avec une vraie reconnaissance des qualifications, Ainsi qu'un système de rémunération actant avancement, reclassement, promotion le tout encadré par un suivi objectif.

La CGT soutient le Personnel Médical et Social

Les personnels des services médicaux et sociaux de La Poste ont interpellé la CGT sur leurs conditions de travail, l'absence de reconnaissance, le manque d'effectifs pour bien et mieux faire leur travail, leur sécurité et celle de l'ensemble des postiers.

Depuis le 2 novembre les injonctions contradictoires, quant à la manière de mener leur activité pendant le confinement, les désorganisent et sont sources de RPS. « Nous ne comprenons pas pourquoi il nous est demandé de courir et de faire courir aux agents de tels risques en pleine période d'expansion de la pandémie ».

Ces personnels, suite au 1^{er} confinement, savent ce dont ils ont besoin pour bien faire leur travail et dans les meilleures conditions.

Pour la CGT, il suffit simplement de les écouter et de prendre en compte leurs exigences !

Branche Télécoms

Une indécente hausse des dividendes

Orange a publié, ce 28 octobre, les résultats financiers du 3^{ème} trimestre 2020.

Avec une hausse du chiffre d'affaires de près de 1% et un Ebitda supérieur aux attentes, les résultats du groupe démontrent la résilience des activités Télécom.

Alors que le pays connaît pour la 2^{ème} fois un confinement et que les salariés du groupe sont de nouveau mobilisés, Orange fait le choix d'augmenter de 30 à 40 centimes l'acompte du dividende versé aux actionnaires en décembre, soit une hausse de 33% pour une rallonge budgétaire de 250M€ soit quatre fois le budget NAO 2020 ! Cette décision scandalise les salariés du groupe mis au régime sec en 2020 et au moment où 3000 emplois vont être détruits, au prétexte de contexte économique dégradé. La mise en œuvre du plan stratégique « engage 2025 » s'accélère car plus d'un 1 milliard net d'économies doit être réalisé au détriment de l'emploi, des salaires et des conditions de travail.

Recrutements, une urgence !

Depuis sa privatisation, France Télécom devenu Orange, connaît un grand nombre de plans (NEXT, ESSENTIEL 2020 et engage 2025), de restructurations, de mutualisations, d'externalisations et a perdu, en 20 ans, plus de 80 000 emplois.

Ces chiffres inquiétants ainsi que le recours massif à la sous-traitance interpellent. En interne, il ne reste que les dossiers complexes qui demandent de l'expertise.

Localement, les managers sont en difficulté car ils ne peuvent répondre aux sollicitations des salariés. Le plan engage 2025 pour ne pas dire « dégage 2025 » poursuit ce désastre et la direction utilise la crise sanitaire pour accélérer le processus en s'attaquant à la relation clients, aux horaires des boutiques, à la fusion des UI et à la bascule de certaines activités des UPR vers les UI, etc. De nombreux salariés se trouvent en difficulté! Avec la CGT réclamons des emplois !

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications CGT

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Échos

Le télétravail en négociations

Malgré un calendrier de négociations, particulièrement resserré, avec une date de conclusion fin novembre, la CGT se félicite de l'ouverture des négociations interprofessionnelles sur le télétravail.

Le télétravail étant devenu, avec la crise sanitaire, à la fois un sujet sociétal mais surtout un mode d'organisation du travail.

La CGT est porteuse de propositions pour mieux encadrer le télétravail, afin de garantir des droits pour chacun.e et en obtenir de nouveaux.

Elle sera vigilante en particulier sur le caractère normatif et prescriptif de l'accord, afin qu'un socle commun de droits soit attribué à toutes et tous les télétravailleurs quels que soient leur secteur d'activité, leur catégorie professionnelle et/ou leur métier.

Ainsi que sur l'affectation des gains réalisés de productivité, en priorité, à l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés.

Santé

Formez, Embauchez, nous sommes épuisé.e.s !

La gestion désastreuse de la crise sanitaire, le déficit de lits dont 8500 à l'actif de notre Président, l'incapacité de notre système de santé à gérer, à la fois les malades habituels et une augmentation d'activité liée à l'épidémie, a donné lieu à un nouveau confinement.

Les personnels soignants souffrent aujourd'hui d'épuisement professionnel et ne disposent pas du temps nécessaire pour prendre en charge les patients. Certaines directions vont même jusqu'à leur demander de prouver qu'ils sont réellement épuisés.

La CGT appuie les personnels soignants à l'aide de la campagne « Formez-Embauchez-nous sommes épuisé.e.s ».

La première urgence, c'est effectivement le recrutement de personnels. Nous réclamons un plan d'embauche massif pour l'hôpital, les Ehpad et l'aide à domicile.

Abandonner le contact tracing.

Le contact tracing permettrait de contrôler l'épidémie du Coronavirus, ou du moins d'en surveiller sa diffusion. Or, on voit bien que la crise sanitaire s'est aggravée du fait de l'inefficacité de la stratégie gouvernementale.

Ce Contact tracing, piloté par l'Assurance Maladie et les ARS, en plus d'être inefficace, sur-mobilise les équipes de la Sécurité Sociale au détriment de leurs missions premières, établit un fichage massif des malades et de leurs contacts, sans aucun contrôle, ce qui constitue un réel danger pour la protection des données personnelles et rend l'Assurance Maladie complice d'un énorme fichage de données sensibles. Il faut cesser ce dispositif et se diriger vers une distribution de tests antigéniques, en lien avec les réalités du terrain, donnant des résultats immédiats.

Il conviendrait que le gouvernement place la santé au centre de ses préoccupations !

International

Sans paix, pas de progrès social

Après l'horreur des camps d'extermination et des bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki, la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) jetait les bases d'un monde de Paix, au moment même où, la France établissait cette avancée considérable qu'est la Sécurité Sociale.

Le progrès social ne peut avoir lieu que dans un monde en paix où l'avenir de chacun.e est sécurisé.

Cela nécessite d'œuvrer pour le désarmement, de redonner à l'ONU tout son sens et d'œuvrer pour la justice sociale et environnementale pour tous.

En ce 75^e anniversaire de l'ONU et de la Sécurité Sociale, la CGT réaffirme que le monde d'après doit se rebâtir sur ces fondements.

L'objectif restant celui des " Jours heureux " dont le programme du Conseil National de la Résistance a porté l'ambition.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Sécuriser les transports collectifs

Le confinement, face à l'urgence sanitaire, s'est de nouveau imposé car le pouvoir n'a rien changé dans un système de santé déjà déficient.

Les organisations syndicales des transports, dont la CGT transport, constatent que rien n'a changé depuis le déconfinement dernier.

Malgré la situation sanitaire aggravée, il est préconisé aux personnels de contrôler attestations et masques. Les organisations syndicales s'opposent à ces recommandations et demandent que les contrôles soient faits par la police.

Elles demandent au gouvernement d'offrir une garantie de haut niveau des transports collectifs afin de garantir le respect des règles de distanciation physique. La santé des usagers et des personnels des transports doivent être la priorité.

Les Organisations Syndicales s'interrogent sur la réelle volonté de l'Etat de garantir la santé dans les transports, en nombre suffisant, pour toute la population.

Santé

Coup dur pour la relocalisation

Après le lancement de PLUTON, projet de SANOFI créant une filiale pour absorber des usines en Europe (dont elle ne détiendra que 30%), la CGT a été alertée d'une note confidentielle sur une 3^{ème} phase, ALASTOR, visant la scission boursière des sites de chimie français en 2023, voire leur fermeture à l'horizon 2024. L'avenir de 6 usines françaises est directement menacé, ainsi que la fabrication de principes actifs de médicaments !

La CGT exige l'arrêt total de ces 2 projets qui mettent en danger des milliers d'emplois directs. Le gouvernement veut -il faire de SANOFI le nouvel Alcatel-Alsthom du gâchis industriel, alors qu'il devrait plutôt stopper la casse industrielle et la disparition projetée de cet outil majeur dans son indépendance pharmaceutique et sanitaire !

Avec les jeunes et les salarié.es !

Les organisations syndicales, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL, UNL et MNL, interrogent ce 2^{ème} confinement et portent des propositions. Elles pointent les besoins en matière de santé et l'arrêt de la casse de l'hôpital public, la situation dans l'enseignement où faute de moyens et de saturation des espaces, les protocoles sanitaires ne sont pas mis en place. E

Elles soulignent la nécessité de revaloriser les salaires et les minima sociaux. Elles s'alarment de la situation des privés d'emploi en chômage total ou partiel et demandent l'abandon de la réforme chômage.

Pour les jeunes, elles proposent que le RSA soit versé dès 18 ans, l'augmentation du nombre de boursiers, du montant des bourses et des APL. Elles militent pour que la réduction et le partage du temps de travail soient une alternative à un marché de l'emploi qui court à sa perte. Enfin, elles considèrent que cette crise doit être l'opportunité pour impulser une réelle transformation sociale et écologique.

Égalité

#StopViolence sexistes et sexuelles

En 2019, la CGT a gagné l'adoption d'une norme par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) permettant de protéger toutes les Femmes du monde contre les violences sexistes et sexuelles.

Pour s'appliquer cette norme doit être ratifiée par chaque pays. En France, la CGT exige de nouveaux droits car les lieux de travail ne peuvent être l'angle mort de la politique gouvernementale.

Il nous faut gagner la fin des propos sexistes, l'instauration d'une négociation obligatoire sur la prévention, mais aussi la protection des victimes et de leur droit au travail. Le 25 novembre, journée mondiale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, des actions sont prévues avec un grand meeting numérique le 21 novembre, une heure d'information syndicale diffusée, en live, sur Facebook, le 25 novembre à 15h40, et enfin agissons en interpellant nos employeurs sur l'urgence de mettre en place des mesures de prévention et de protection des victimes.